



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

# La Vie au Grand Air

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

La Vie au Grand Air

20-24 rue du Gouverneur Eboué - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## La Vie au Grand Air

20-24 rue du Gouverneur Eboué - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Au Conseil d'Administration de la fondation La Vie au Grand Air,

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fondation La Vie au Grand Air relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés au Conseil d'Administration.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 21 avril 2026

KPMG SA

Erik  
Boulois

Signature  
numérique de  
Erik Boulois

Date :  
2026.04.21  
13:37:46 +02'00'

Erik Boulois

Associé



***Comptes annuels de l'exercice clos au  
31.12.2025  
Montants exprimés en EUR***

Avril 2026  
Ce rapport contient 27 pages  
La Vie au Grand Air / Priorité Enfance  
Comptes et Annexe aux comptes 2025

# Bilan

ACTIF	Brut 2025	Amortissement 2025	Net 2025	Net 2024
Frais d'établissement	686 362	493 462	192 900	139 044
Actif immobilisé				
<b>Immobilisation incorporelles</b>				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	368 691	349 835	18 857	38 736
Autres immobilisations incorporelles	9 290	5 432	3 858	5 632
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	94 188		94 188	171 279
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrain	3 770 770	97 264	3 673 506	3 393 357
Constructions	53 105 059	28 164 841	24 940 218	22 898 243
Installations techniques, matériel et outillage industriel	2 761 554	2 156 800	604 755	617 546
Autres immobilisations corporelles	8 222 199	6 086 941	2 135 257	2 362 375
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	277 300		277 300	356 907
<b>Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés</b>				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	663 762		663 762	750 683
Prêts				
Autres immobilisations financières	740 306		740 306	727 629
<b>TOTAL II</b>	<b>70 699 482</b>	<b>37 354 575</b>	<b>33 344 908</b>	<b>31 461 431</b>
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et en cours				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	10 297 737		10 297 737	8 197 162
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	3 118 227		3 118 227	4 296 112
Charges constatées d'avance	677 575		677 575	513 478
Valeurs mobilières de placement	1 131 555		1 131 555	1 041 051
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	12 230 135		12 230 135	8 984 735
<b>TOTAL III</b>	<b>27 455 231</b>		<b>27 455 231</b>	<b>23 032 538</b>
<b>Frais d'émission des emprunts (IV)</b>				
<b>Primes de remboursement des emprunts (V)</b>				
<b>Ecart de conversion Actif (VI)</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>98 841 076</b>	<b>37 848 037</b>	<b>60 800 139</b>	<b>54 493 970</b>

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	2 867 349	2 867 349
Fonds propres complémentaires	1 630 696	1 630 696
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	106 714	106 714
Ecart de réévaluation	285 664	285 664
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	9 339 928	9 072 126
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	9 339 928	9 072 126
Autres réserves	487 971	487 971
Report à nouveau	- 8 606 148	- 7 250 669
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>		
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	989 747	1 016 331
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	- 2 068 488	- 1 238 394
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>	- 246 838	- 222 075
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	- 7 280 570	- 6 806 530
Résultat en attente d'affectation		
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Excédent ou déficit de l'exercice	3 410 282	- 1 087 678
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>9 522 456</b>	<b>6 112 174</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	3 164 557	3 135 386
Provisions réglementées	7 020 114	7 116 691
<b>TOTAL I</b>	<b>19 707 127</b>	<b>16 364 251</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	801 341	691 904
<b>TOTAL II</b>	<b>801 341</b>	<b>691 904</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	1 069 078	953 483
Provisions pour charges	4 000 129	4 081 661
<b>TOTAL III</b>	<b>5 069 207</b>	<b>5 035 144</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	20 149 436	17 823 171
Emprunts et dettes financières diverses	3 950	2 600
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 286 720	2 685 011
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	12 151 465	11 620 792
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	125 006	109 343
Autres dettes	331 394	161 754
Produits constatés d'avance	174 491	
<b>TOTAL IV</b>	<b>35 222 463</b>	<b>32 402 671</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>60 800 139</b>	<b>54 493 970</b>

## Compte de résultat

PRODUITS	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	349 178	373 977
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions	103 243 166	96 095 862
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	102 752 699	95 800 875
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>	19 362	28 206
<i>Mécénats</i>	89 968	58 994
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	574 299	1 116 845
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	29 523	-
Utilisations des fonds dédiés	21 582	33 673
Autres produits	2 956 065	369 404
<b>TOTAL I</b>	<b>107 283 143</b>	<b>98 076 961</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	25 503 513	24 574 049
Aides financières	32 931	8 096
Impôts, taxes et versements assimilés	6 694 497	6 565 956
Salaires et traitements	48 083 137	45 992 850
Charges sociales	18 934 900	17 816 033
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 924 237	2 732 427
Dotations aux provisions	573 148	840 955
Report en fonds dédiés	131 019	52 285
VNC éléments d'actif cédés	289 236	-
Autres Charges	381 531	335 727
<b>TOTAL II</b>	<b>103 548 149</b>	<b>98 918 378</b>
<b>1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>3 734 994</b>	<b>- 841 416</b>



<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	101 017	146 408
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>101 017</b>	<b>146 408</b>

<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	521 462	384 815
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>521 462</b>	<b>384 815</b>

<b>2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>- 420 445</b>	<b>- 238 407</b>
<b>3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>3 314 548</b>	<b>- 1 079 823</b>

Produits exceptionnels	107 563	86 257
Charges exceptionnelles	11 829	94 111
<b>4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>95 734</b>	<b>- 7 854</b>

<b>Participation des salariés aux résultats (VII)</b>		
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>		

<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>107 491 723</b>	<b>98 309 626</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>104 081 440</b>	<b>99 397 304</b>

<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>3 410 282</b>	<b>- 1 087 678</b>
----------------------------	------------------	--------------------



***Annexe aux comptes annuels de  
l'exercice clos  
au  
31.12.2025  
Montants exprimés en EUR***



## Table des matières

1	Objet social	9
2	Nature et périmètre des activités réalisées	10
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	12
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice :	12
4	Principes et méthodes comptables	13
4.1	Principes généraux	13
4.2	Principales méthodes comptables	13
4.3	Changement de méthode comptable – Présentation des états financiers	13
5	Informations relatives aux postes du bilan	14
5.1	Actif immobilisé	14
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	15
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	16
5.1.3	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)	17
5.1.4	Autres immobilisations financières	17
	Il s'agit de dépôts et cautionnements versés pour les locations immobilières.	17
5.2	Créances	17
5.3	Valeurs Mobilières de Placement	17
5.4	Fonds propres	18
5.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	18
5.4.2	Subventions d'investissement	18
5.5	Fonds dédiés	18
5.5.1	Dons manuels	18
5.6	Provision pour risques et charges	19
5.6.1	Provisions pour risques	19
5.6.2	Provisions pour charges	20
5.7	État des dettes à moins d'un an	20
5.8	Etat des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice	20
5.9	Autres produits à recevoir et autres charges à payer	20
6	Informations relatives au Compte de résultat	21
6.1	Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux	21
6.1.1	Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif :	21
6.2	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	21
6.2.1	Honoraires des commissaires aux comptes	21






7	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	22
7.1	Donations temporaires d'usufruit antérieures non immobilisées	22
7.2	Engagement reçu des donateurs	22
7.3	Dons en nature destinés à être cédés (engagements reçus)	22
7.4	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	22
7.5	Libéralités acceptées par la fondation pour lesquels un délai d'opposition administrative existe	22
7.6	Passifs non comptabilisés	22
8	Contributions volontaires en nature du compte de résultat	23
9	Informations relatives à l'effectif ( <i>ETP au 31.12.2025</i> )	24
10	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	25
10.1	Engagements financiers donnés et reçus	25
10.1.1	Les engagements de retraites et avantages assimilés	26
10.2	Engagements pris en matière de crédit-bail	26



## 1 **Objet social**

L'objet social de La Vie au Grand Air / Priorité Enfance est décrit ainsi dans les statuts :

La Fondation a pour but de promouvoir et assurer toutes formes d'aide en faveur :

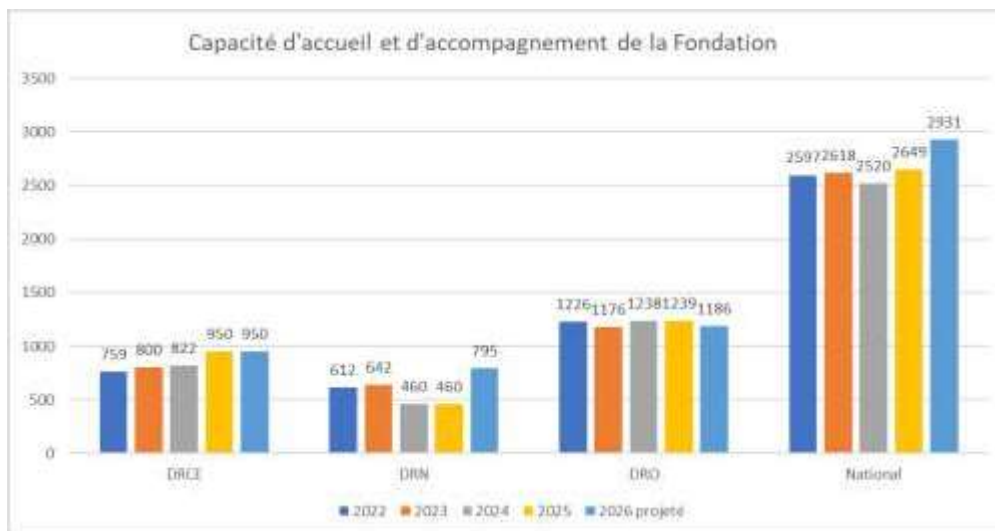
-  de mineurs et de jeunes majeurs dont la santé, la sécurité, la moralité, l'éducation sont compromises ;
-  de parents avec leurs enfants en situation difficile ;
-  de jeunes et adultes, handicapés physiques sensoriels ou mentaux, susceptibles d'acquérir une certaine autonomie.

Les organes statutairement compétents ont fixé différents objectifs pour réaliser cet objet social. Ces objectifs constituent le projet de l'entité pour lequel des réserves sont constituées en fonds propres.

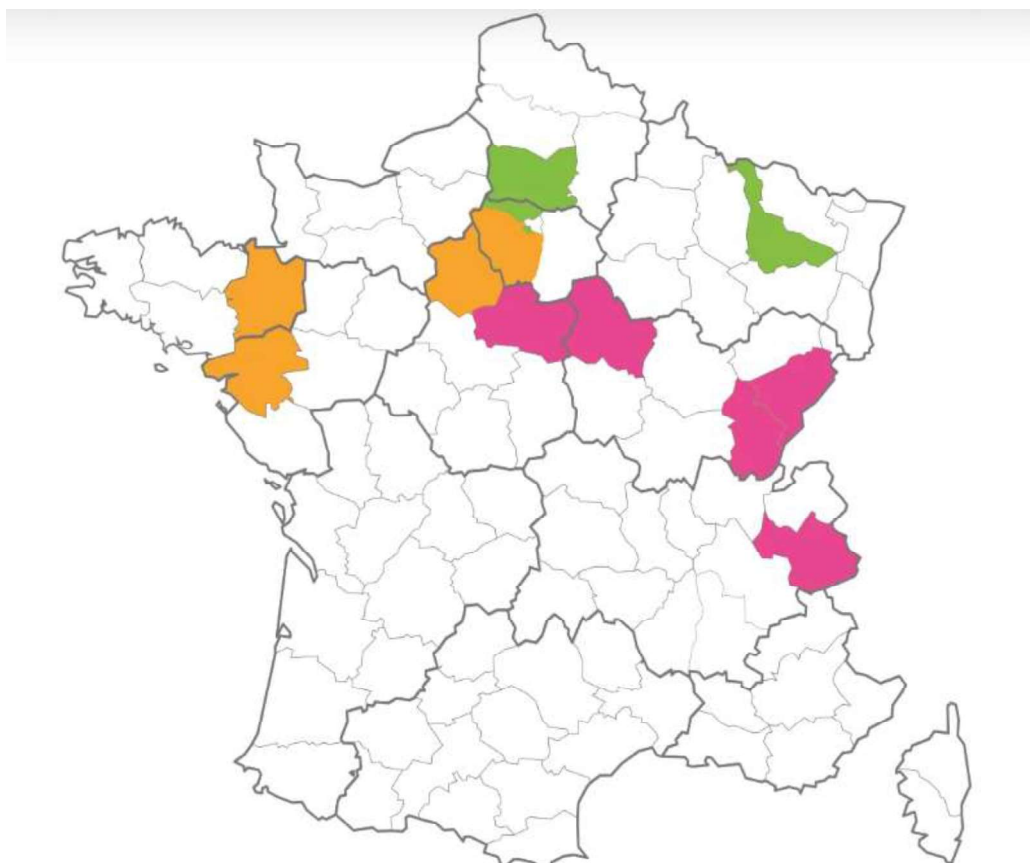


## 2 Nature et périmètre des activités réalisées

La Fondation développe différentes formes d'hébergement pour des mineurs et de jeunes majeurs et accompagne les jeunes et leur famille. La capacité d'accueil de la Fondation se mesure en nombre de places. En 2025, le nombre de places est de 2 649 (Hors visites en présence d'un tiers).



Les activités sont réalisées en France, dans les 16 départements et 29 établissements indiqués sur la carte ci-dessous :





La Fondation héberge des mineurs et des jeunes majeurs sous différents « formats », hébergements collectifs, petites maisons, appartements partagés en ville, familles d'accueil, et développe des accompagnements ciblés des enfants comme de leur famille.

Les projets de la Fondation visent à limiter les ruptures des jeunes avec leur environnement et se structurent autour de quatre axes :

- ✚ Développer le mandat global pour des interventions à domicile, le développement du placement à domicile étant une étape vers cet objectif ;
- ✚ Développer une offre complémentaire aux hébergements classiques, entre maisons d'enfants et familles d'accueil, s'appuyant sur le métier d'éducateur familial ;
- ✚ Combiner des réponses adaptées – via des équipes mobiles - pour des jeunes dits « cas complexes », pour articuler protection, éducation et soins ;
- ✚ Accompagner l'accès à l'autonomie par des dispositifs adaptés et progressifs, dits de semi autonomie.



### **3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

#### **3.1 Faits caractéristiques de l'exercice :**

La fondation termine l'exercice avec un excédent de 3 410 K€.

Ce résultat inclut en particulier des produits rattachés à des exercices antérieurs (2022 à 2024), de nature fiscale (Taxe sur les salaires, versement mobilité et reprise d'amortissement) pour un montant de 1 607 K€.

Le résultat de l'activité de l'exercice de la Fondation est donc de 1 803 K€.

Il est à noter que contrairement à l'année 2024, de nombreux départements ont financés (ou partiellement financés) les oubliés du SEGUR 2025 pour un montant total de 1 289 K€ dont une partie est inscrite en produits à recevoir (0.3 K€).

Résultat Comptable Consolidé 2023 : - 3 925 547,68 €

Résultat Comptable Consolidé 2024 : - 1 087 677,66 €

Résultat Comptable Consolidé 2025 : 3 410 282,30 €

#### **DIVERS**

Le taux des frais de siège pour 2025 a été fixé en 2024, et jusqu'en 2029, à 6,9662% des charges des établissements (hors provisions, charges non pérennes, frais de siège).





## **4 Principes et méthodes comptables**

### **4.1 Principes généraux**

L'exercice est de 12 mois. Il se clôture le 31.12 de chaque année civile.

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Les règlements ANC 2022-06 et 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers est d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.




Au-delà de ce cadre réglementaire, il est fait application du plan comptable des établissements sociaux et médicaux-sociaux en application de la réglementation ANC 2019-04 homologué par arrêté du 26/12/2019, ainsi que de l'instruction budgétaire et comptable M22.

### **4.2 Principales méthodes comptables**

La Fondation utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Application des règlements ANC n°2022-06, ANC n°2023-03, n°2018-06 et ANC n°2019-04.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 et 2022-06 :

-  le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
-  la comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;
-  la comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

### **4.3 Changement de méthode comptable – Présentation des états financiers**

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, la fondation a modifié la présentation de ses états financiers, à savoir le compte de résultat et le bilan, afin de se conformer à une nouvelle présentation prévue par le plan comptable général (PCG). L'ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 et l'ANC n°2023-03 modifient le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG).

Ce changement constitue un changement de méthode comptable au sens de l'article 122-1 du PCG, dans la mesure où il affecte les règles de présentation des comptes annuels, sans modifier les méthodes d'évaluation des actifs et des passifs.

La nouvelle présentation vise à améliorer la lisibilité et la comparabilité des informations financières. Les postes concernés ont été reclassés conformément aux nouvelles rubriques prévues par le PCG, sans impact sur le résultat net ni sur les capitaux propres de l'exercice.

Conformément au principe de permanence des méthodes, les informations comparatives relatives à l'exercice précédent ont été retraitées selon la nouvelle présentation afin d'assurer la comparabilité des comptes entre les exercices. Lorsque certains reclassements n'ont pas pu être opérés de manière exhaustive, ils sont sans incidence significative sur la compréhension des comptes.

Impact significatif : Les transferts de charges d'une valeur de 806 655 € - inscrits au Compte de résultat 2024 - sont reclassés en « Autres produits ».



## 5 Informations relatives aux postes du bilan

« Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet ».

### 5.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- ✚ Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- ✚ Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- ✚ Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

L'actif immobilisé de la Fondation est composé

- ✚ Des immobilisations incorporelles :
  - Licences informatiques  
Depuis le 1er janvier 2003, les coûts relatifs aux licences informatiques sont comptabilisés, dans la mesure du possible, séparément des coûts des matériels.
  - Frais d'Établissement  
Cet item inclut les frais, matériels et divers nécessaires à l'ouverture des établissements et services, ainsi que les frais d'évaluation externe.
- ✚ Des immobilisations corporelles :  
Les immobilisations à la Fondation ont été évaluées à leur prix d'acquisition (coût historique) à l'exception des éléments suivants :
  - Les terrains qui ont été réévalués à la clôture de 1981 sur la base d'une valeur vénale à cette date.
  - Les biens reçus en donation qui font l'objet d'une évaluation lors de leur entrée dans le patrimoine de la Fondation.



#### Des immobilisations financières

Les immobilisations financières sont composées de titres, de fonds de garantie mutuelle souscrits en garantie des emprunts contractés ainsi que de dépôts et cautionnements versés pour les sites en location.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 5.1.2.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

### 5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations	Valeur Brute Début d'exercice 2025	Acquisitions de l'exercice	Virements de poste à poste	Sorties de l'exercice	Valeur Brute Fin d'exercice 2025
<b>Immobilisations incorporelles :</b>					
Frais d'établissement	598 608	100 553	-	12 799,13	686 362
Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	369 193	569	-	10 69,96	368 692
Autres immobilisations incorporelles	9 290	-	-	-	9 290
Immobilisations incorporelles en-cours	17 1279	191 558	- 265 590	3 060,00	94 188
<b>Total Immobilisations incorporelles (I) :</b>	<b>1148 371</b>	<b>292 680</b>	<b>- 265 590</b>	<b>16 929</b>	<b>1158 532</b>
<b>Immobilisations corporelles :</b>					
Terreins	3 489 814	280 957	-	-	3 770 771
Constructions	53 464 504	4 730 103	165 781	5 255 328	53 105 060
Installations techniques, matériel et outillage industriels	110 27 125	843 816	-	887 698	10 983 243
Autres immobilisations corporelles	510	-	-	-	510
Immobilisations corporelles en-cours	356 907	236 168	99 809	4 15 584	277 300
<b>Total Immobilisations corporelles (II) :</b>	<b>68 338 860</b>	<b>6 091 044</b>	<b>265 589,61</b>	<b>6 558 610</b>	<b>68 136 883</b>
<b>Autres immobilisations financières :</b>					
Autres titres immobilisés	750 683	3 584	-	90 504	663 762
Autres immobilisations financières	727 629	114 182	-	10 150 5	740 306
dont Dépôts et cautionnements versés	699 301	114 182	-	10 150 5	711 978
<b>Total Autres immobilisations financières (III) :</b>	<b>1478 312</b>	<b>117 765</b>	<b>-</b>	<b>192 009</b>	<b>1404 068</b>
<b>TOTAL GENERAL (B-III-III) :</b>	<b>70 965 542</b>	<b>6 501 489</b>	<b>-</b>	<b>6 767 548</b>	<b>70 699 483</b>











### 5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Les biens immobiliers sont amortis selon la méthode dite rétrospective depuis le 31 décembre 2008 afin d'être en conformité avec le règlement 2004-06 du Comité de la Réglementation Comptable.




Lors de la mise en place de cette réglementation, la base brute des ensembles immobiliers de la Fondation a été minorée de la valeur des terrains évaluée à 15 % de la valeur des constructions. Ceci a eu pour impact de diminuer les Fonds Propres de 57 042,26 euros correspondant au différentiel d'amortissement calculé au 31 décembre 2007. Les plans d'amortissement des immobilisations des établissements n'ont pas été modifiés.

Conformément à la réglementation, un amortissement dérogatoire est comptabilisé dans les comptes sociaux de la Fondation en provisions réglementées. Il s'élève à 862 007 euros au 31 décembre 2025.

Les biens immobiliers, constructions et gros travaux, sont amortis selon la méthode des composants. Les durées d'amortissement sont les suivantes :

 Structure et ouvrage	40 ans
 Couverture et Toiture	25 ans
 Menuiseries extérieures et ravalement	20 ans
 Installations chauffage et climatisation	15 ans
 Autres installations techniques	10 ans
 Plomberie sanitaires évacuation	15 ans
 Peintures et sols	5 à 10 ans
 Autres agencements	10 ans

Les autres amortissements sont calculés en mode linéaire en fonction de la durée de vie estimée des biens et conformément aux taux admis par les autorités de contrôle. Les durées moyennes d'amortissement sont les suivantes :

 Installations techniques, matériels et outillages	3 à 10 ans
 Matériels de transport	4 à 5 ans
 Matériels de bureau et informatiques	3 à 5 ans



## Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissements	Amortissement cumulé au 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Virements de poste à poste	Sorties de l'exercice	Amortissement cumulé au 31/12/2025
<b>Amortissements des Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement	459 565	4 6651	-	12 754	493 462
5.1.2.1 Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	330 457	20 448	-	1070	349 835
Autres immobilisations incorporelles	3 658	1774	-	-	5 432
<b>Total Amortissements Immobilisations incorporelles (I) :</b>	<b>793 680</b>	<b>68 873</b>	<b>-</b>	<b>13 824</b>	<b>848 729</b>
<b>Amortissements des Immobilisations corporelles</b>					
Terreins	96 457	807	-	-	97 264
Agencement et aménagement de terrains	96 457	807	-	-	97 264
Constructions	30 566 260	2 011 119	-	4 412 538	28 164 841
Installations techniques, matériel et outillage industriels	8 047 515	843 336	-	647 411	8 243 439
Autres immobilisations corporelles	200	102	-	-	302
<b>Total Amortissements Immobilisations corporelles (II) :</b>	<b>38 710 431</b>	<b>2 855 364</b>	<b>-</b>	<b>5 059 950</b>	<b>36 505 846</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II) :</b>	<b>39 504 111</b>	<b>2 924 237</b>	<b>-</b>	<b>5 073 773</b>	<b>37 354 575</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>Dépréciations cumulées au 31/12/2024</b>	<b>Dotations de l'exercice</b>	<b>Virements de poste à poste</b>	<b>Sorties de l'exercice</b>	<b>Dépréciations cumulées au 31/12/2025</b>
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-

### 5.1.3 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Les Immobilisations financières sont composées des titres immobilisés et des fonds de garantie mutuelle souscrits en garantie des emprunts contractés ainsi que par les dépôts et cautionnements versés pour les sites en location.

Les titres immobilisés sont comptabilisés pour une valeur brute de 663 762 euros. Cette valorisation représente une plus-value latente non comptabilisée de 77 721 euros.

### 5.1.4 Autres immobilisations financières

Il s'agit de dépôts et cautionnements versés pour les locations immobilières.

## 5.2 Créances

L'échéance des créances de moins d'un an s'élève à 13 415 965 euros.

## 5.3 Valeurs Mobilières de Placement

La valeur liquidative des Valeurs Mobilières de Placement détenue à la date de clôture est de 1 131 555 euros. Par ailleurs, cette valorisation représente une plus-value latente non comptabilisée de 135 253 euros.



## 5.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

### 5.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Fonds propres	A l'ouverture	Reclassement	Affectation des résultats antérieurs	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	4 498 045			-	-	4 498 045
Fonds associatifs avec droit de reprise	106 714					106 714
Ecart de réévaluation	285 664			-	-	285 664
Réserves pour projets de l'entité	9 507 840		-	453 850	186 049	9 775 641
Réserves pour projets de l'entité Hors Gestion contrôlée	52 257					52 257
Report à nouveau	- 7 250 667			9 438 983	10 794 464	8 606 148
dont RAN des activités SMS (*) sous Gestion contrôlée	- 8 266 998			9 433 243	10 794 464	9 628 220
Excédent du Déficit de l'exercice	- 1 087 678			3 410 282	- 1 087 678	3 410 282
dont Excédent ou Déficit des activités SMS (*) sous Gestion contrôlée	- 1 093 420			3 394 796	- 1 093 419	3 394 796
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>6 112 174</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13 303 116</b>	<b>9 892 834</b>	<b>9 522 455</b>
Fonds propres consommables	-					-
Subventions d'investissement	3 135 386			1 206 564	1 177 394	3 164 557
Provisions réglementées	7 116 691			10 986	107 563	7 020 114
<b>TOTAL</b>	<b>16 364 252</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>14 520 667</b>	<b>11 177 791</b>	<b>19 707 127</b>

### 5.4.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont enregistrées dès la réception d'une convention signée entre la Fondation et l'organisme partenaire. Les subventions sont reprises en produit exceptionnel au rythme de l'amortissement des composants ou des immobilisations qu'elles financent.

La taxe d'apprentissage collectée par les établissements habilités à la percevoir et servant à financer des immobilisations dédiées aux Accueils Éducatifs et Professionnels suit le même traitement que les subventions d'investissement.

## 5.5 Fonds dédiés

Les fonds dédiés représentent au 31.12.2025 un total de 801 341 euros.

Variation des fonds Dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	479 304	66 435	12 665	-	-	533 074	278 738
Contributions financières d'autres organismes	-	-	-	-	-	-	-
Ressources liées à la générosité du public	212 600	55 667	-	-	-	268 267	152 763
Total	691 904	122 102	12 665	-	-	801 341	431 501

### 5.5.1 Dons manuels

Les fonds dédiés provenant de dons s'élèvent à 268 267 euros.

Ils relèvent à 100% de la gestion propre (gestion non contrôlée par le tiers financeur).



Le tableau ci-dessous le détail par établissement et par thématique.

Etablissements / Projets	Montant au 31/12/2024	Dotations 2025	Reprises 2025	Montant au 31/12/2025
Culture	4 569			4 569
Sport	3 068			3 068
Vacances	3 813			3 813
Illectronisme	2 150			2 150
Activités extra-scolaires	9 797			9 797
Rentrée scolaire	550			550
Coup de pouce	23 837	16 714,55		40 551
Maison à Barcelone	6 445		1 419,53	5 025
Wavestone	1 070			1 070
4502 De la Terre à l'Assiette	7 000			7 000
7501 Boxe Thérapeutique	2 200			2 200
Fonds de dotation 16H24	24 068			24 068
3901 Médiation animale	-	5 760,00		5 760
Magie de Noël	-	2 191,00		2 191
Châteaux de la Loire	-	9 937,96		9 938
Bien être - Snoezelen	-	20 000,00		20 000
Accueil Educatif du Doubs	789			789
Accueil Educatif d'Eure-et-Loir	5 400	4 000,00		9 400
Accueils Educatifs de Loire Atlantique	150			150
Accueils Educatifs de Montargis	0			0,05
Accueils Educatifs de l'Orléanais	16 435		892,00	15 543
Accueils Educatifs du Pays Haut	12 575		2 614,47	9 961
Accueil Educatifs de Maurienne	575			575
Accueils Educatifs et Thérapeutique Paris	5 592		340,60	5 252
Accueils Educatifs de Paris	3 593		1 600,00	1 993
Accueils Educatifs en Yvelines	-	5 000,00		5 000
Accueils Educatifs en Vallée de Seine	420			420
Accueils Educatifs en Senonais	19 058	980,00		20 038
Accueils Educatifs de la Bièvre	-			-
Accueils Educatifs d'Etampes	15 160		2 050,00	13 110
Accueils Educatifs des Hauts de Seine	13 432			13 432
Accueils Educatifs du Val-de-Marne	7 835			7 835
Accueils Educatifs en Val d'Oise	5 420			5 420
Accueils Educatifs Val d'Oise Ville Nouvelle	3 435			3 435
AMINA	14 163			14 163
<b>Total</b>	<b>212 600</b>	<b>64 584</b>	<b>8 917</b>	<b>268 267</b>

## 5.6 Provision pour risques et charges

### 5.6.1 Provisions pour risques

Les provisions pour risques concernent les litiges sociaux et patrimoniaux et sont constituées en fonction des risques connus ou estimés à la clôture des comptes.



Variation des provisions pour risques sur l'exercice :

Détails	Montants 2024	Dotations de l'exercice 2025	Reprises de l'exercice 2025	Montants 2025
151 - Provisions pour Risques	953 483	312 485	196 889	10 69 078
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES</b>	<b>953 483</b>	<b>312 485</b>	<b>196 889</b>	<b>10 69 078</b>

### 5.6.2 Provisions pour charges

Détails	Montants 2024	Dotations de l'exercice 2025	Reprises de l'exercice 2025	Montants 2025
152 - Provisions pour charges sur legs ou donations	10 00			10 00
153 - Provisions pour pensions et obligations similaires (ESSMS privé)	3 929 285	182 361	244 100	3 867 546
157 - Provisions pour Charges à Répartir sur Plusieurs Exercices	69 819		19 793	50 026
158 - Autres Provisions pour Charges	81 557	-		81 557
<b>TOTAL PROVISIONS POUR CHARGES</b>	<b>4 081 661</b>	<b>182 361</b>	<b>263 893</b>	<b>4 000 129</b>

À titre informatif, les estimations liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ en retraite, évaluées à la date du 31/12/2025 sont basées sur les hypothèses suivantes :

Prise en compte de l'ensemble des salariés de la Fondation

Age de départ : calcul de la retraite sur l'âge de départ standard soit 64 ans.

Taux de charges sociales : 50,95 %

Turn-over : fort

Le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité Hommes et Femmes officielles (INSEE TV 12/14)

Taux d'actualisation : 4,20 % (3,70% en 2024).

### 5.7 État des dettes à moins d'un an

L'échéance des dettes de moins d'un an s'élève à 16 058 674 euros.

### 5.8 Etat des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Emprunts bancaires :

Montant au 31.12.2024	Souscriptions de l'exercice	Rem bourse- m ents de l'exercice	Montant au 31.12.2025	Dont échéances à m oins d'1 an	Dont échéances com prises entre 1-5 ans	Dont échéances à plus de 5 ans
17 823 171	3 346 832	10 20 566	20 149 436	1164 088	6 112 483	12 872 866

### 5.9 Autres produits à recevoir et autres charges à payer

Autres charges à payer		Autres produits à recevoir	
Nature	Montant au 31/12/2025	Nature	Montant au 31/12/2025
<b>Total</b>	<b>35 243</b>	<b>Total</b>	<b>382 055</b>
		dont Sécurité pour tous	81 524
		dont ACT	123 106





## 6 Informations relatives au Compte de résultat

### 6.1 Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux

#### 6.1.1 Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif :

Détails	Résultat comptable 2023	Résultat comptable 2025	Reprises de résultat sur exercices antérieurs	Reprise sur les réserves de compensation + Excédents affectés au financement de mesures d'exploitation	Dépenses refusées ou réintégrées sur exercices antérieurs	Report à nouveau dont la prise en compte par l'AT est différée (CP, DR, ...)	Résultat administratif en cours de constitution (En attente du CA pour RA définitif)
TOTAL REGDN OUEST	- 1826 657	817 505	- 214 571	-	-	416 642	10 19 576
TOTAL REGDN NORD	- 472 339	953 938	320 612	- 25 939	-	353 512	120 2 123
TOTAL REGDN CENTRE EST	- 1655 586	1246 180	- 295 743	-	-	10 0 298	10 50 735
SEGE SOCIAL	- 13 238	377 173	-	-	-	-	377 173
TOTAL GESTION CONTRÔLÉE	- 3 967 819	3 394 796	- 389 702	-	-	670 452	3 649 607
GESTION PROPRE	42 271	15 486	-	-	-	-	-
TOTAL CONSOLDE	- 3 925 548	3 410 282	- 389 702	-	-	670 452	3 649 607

### 6.2 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

#### 6.2.1 Honoraires des commissaires aux comptes

Détail	Montants 2025
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	60 119
Au titre d'autres prestations	0
<b>TOTAL DES HONORAIRES</b>	<b>60 119</b>

(\*) Montant TTC



## **7 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants**

### ***7.1 Donations temporaires d'usufruit antérieures non immobilisées***

Néant

### ***7.2 Engagement reçu des donateurs***

Néant

### ***7.3 Dons en nature destinés à être cédés (engagements reçus)***

Néant

### ***7.4 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)***

L'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif prévoit la communication du montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés. Ce montant n'est pas communiqué car cela reviendrait à mentionner une rémunération individuelle.

### ***7.5 Libéralités acceptées par la fondation pour lesquels un délai d'opposition administrative existe***

Les dispositions entre vifs ou par testament au profit des établissements de santé, des établissements sociaux et médico-sociaux ou d'établissements d'utilité publique n'ont leur effet qu'autant qu'elles sont autorisées par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

La Fondation n'est pas concernée.

### ***7.6 Passifs non comptabilisés***

Néant



## 8 Contributions volontaires en nature du compte de résultat

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;

Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;

Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.



Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature. Les motifs de notre décision sont les suivants :

Les deux conditions suivantes devant être remplies ne le sont pas :

-  la nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ;
-  l'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature



## 9 Informations relatives à l'effectif (*ETP au 31.12.2025*)

Catégories	31.12.2024	31.12.2025
ADMINISTRATIF	78	83
ASSISTANTE FAMILIALE	146	141
CADRES DIRIGEANTS	3	4
CADRES FONCTIONNELS	71	79
CADRES HIERARCHIQUES	118	119
PERSONNEL SOCIO EDUCATIF	678	726
PERSONNEL MEDICAL ET PARAMEDICAL	4	5
SERVICES GENERAUX	272	287
TOTAL	1 370	1 443



## 10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

### 10.1 Engagements financiers donnés et reçus

Le détail des engagements est présenté ci-dessous.

#### 1. Hypothèques

Etablissement	Objet	Type de garantie	Date de départ	Date d'échéance	Capital d'origine	Montant restant dû du prêt	Montant
AET Vallée de Seine	Garantie caution Société Générale sur emprunt CDC pour des travaux à Limay	Promesse d'hypothèque sur la maison de Limay	juin-11	juin-25	224 000	0	224 000
AET Vallée de Seine	Garantie caution Société Générale sur emprunt CDC pour l'acquisition de la maison de Limay	Hypothèque sur la maison de Limay	juin-11	juin-31	400 800	201 214	400 800
AE Auxerrois	Garantie caution Banque Populaire	Hypothèque sur l'immeuble sis 14, avenue Foch 89000 Auxerre	févr.-14	sept.-24	102 700	0	102 700
					727 500	201 214	727 500

#### 2. Etat des nantissements

Etablissement	Objet	Type de garantie	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Capital d'origine	Montant restant dû du prêt	Montant du nantissement
AE du Jura	Garantie emprunt Crédit Coopératif pour des travaux à Villers Farlay	Nantissement de compte titre	févr.-08	févr.-23	30 000	0	20 000
AE de la Bièvre	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Verrières-le-Buisson	autres obligations	févr.-12	janv.-26	150 000	1 171	75 000
AE Val d'Oise Ville Nouvelle	Caution Société Générale sur emprunt CDC pour des travaux à Pontoise	100 obligations Société Générale	avr.-12	juin-22	203 000	0	101 500
AE de Maurienne	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Saint Jean de Maurienne	Parts d'OPCVM de trésorerie	juil.-13	juin-35	76 770	40 534	34 739
AE Sénonais	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Cezy	Parts d'OPCVM de trésorerie	févr.-14	janv.-29	41 700	10 275	18 128
AE Eure et Loir	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Dreux	Parts d'OPCVM de trésorerie	févr.-14	janv.-29	5 900	1 455	2 565
AE de Maurienne	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Saint Jean de Maurienne	Parts d'OPCVM de trésorerie	févr.-14	janv.-34	59 700	29 507	27 301
AE du Doubs	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Besançon	Contrats d'assurance capitalisés	avr.-15	mars-25	9 400	0	4 700
AE Eure et Loir	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Dreux	Contrats d'assurance capitalisés	mai-15	avr.-25	13 850	0	6 925
AE Eure et Loir	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Dreux	Contrats d'assurance capitalisés	juil.-16	juin-26	12 650	704	6 325
AE Sénonais	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Cezy	Contrats d'assurance capitalisés	juil.-16	juin-31	46 505	19 144	23 000
AE Eure et Loir	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Dreux	Contrats d'assurance capitalisés	août-16	juil.-29	8 200	2 493	4 100
AE du Doubs	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Besançon	Contrats d'assurance capitalisés	août-16	juil.-26	8 200	533	4 100
AE en Pays Haut	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Briey	Contrats d'assurance capitalisés	mai-17	avr.-37	17 500	10 555	8 750
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Flins	Contrats d'assurance capitalisés	mai-17	avr.-24	21 310	0	10 655
AE Eure et Loir	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Dreux	Contrats d'assurance capitalisés	sept.-18	août-33	7 500	4 008	3 750
AE Oise	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Méru	Contrats d'assurance capitalisés	sept.-18	août-28	17 970	4 978	8 985
AE en Pays Haut	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Briey	Contrats d'assurance capitalisés	oct.-18	août-38	21 400	14 311	10 700
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Mantes	Contrats d'assurance capitalisés	nov.-18	août-30	32 400	13 087	16 200
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Flins	Contrats d'assurance capitalisés	juil.-19	sept.-31	55 000	27 384	27 500
AE Paris	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Flins	CAT 89 000,00 €			1 052 446	1 046 342	89 000
					1 891 401	1 226 482	503 923



### 3. Etats des cautionnements reçus

Etablissement	Objet	Type de caution	Date de départ de la caution	Echéance de la caution	Capital d'origine	Montant restant dû
AE du Val de Mame	Garantie emprunt CDC : acquisition maison de l'Hay-les-Roses	Garantie du Conseil Départemental du Val de Mame à hauteur de 100 %	juin-02	juin-26	112 812	5 409
AE Val d'Oise Ville Nouvelle	Garantie emprunt CDC : acquisition maison de Saint-Ouen-l'Aumône	Garantie Crédit Coopératif à hauteur de 100%	nov.-02	nov.-21	271 664	0
AE des Yvelines	Garantie emprunt CDC: acquisition maison à Rambouillet	Garantie du Conseil Départemental des Yvelines à hauteur de 100 %	avr.-09	avr.-33	450 000	174 004
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt CDC : acquisition de la maison de Flins-sur-Seine	Garantie Crédit Coopératif à hauteur de 100%	août-09	mai-34	505 000	178 854
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt CDC : acquisition de la maison de Mantes-la-Jolie	Garantie Crédit Coopératif à hauteur de 100%	oct.-09	oct.-33	588 800	235 799
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt CDC : travaux maison de Flins-sur-Seine	Garantie Crédit Coopératif à hauteur de 100%	déc.-09	sept.-24	196 000	0
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt CDC : acquisition locaux du SESSAD à Mantes	Garantie SOGAMA à hauteur de 50 % et garantie LCL à hauteur de 50 %	janv.-10	janv.-34	820 000	363 283
AE Val d'Oise Ville Nouvelle	Garantie emprunt CDC : acquisition maison de Pontoise	Garantie du Conseil Départemental du Val d'Oise à hauteur de 50 % et de la commune de Pontoise à hauteur de 50 %	avr.-10	janv.-35	276 000	111 000
AE Val d'Oise Ville Nouvelle	Garantie emprunt CDC : réhabilitation maison de Pontoise	Garantie du Conseil Départemental du Val d'Oise à hauteur de 50 % et de la commune de Pontoise à hauteur de 50 %	avr.-10	janv.-25	337 185	0
AE Val d'Oise Ville Nouvelle	Garantie sur l'emprunt CDC pour la réhabilitation de la maison de Jouy-le-Moutier	Garantie du Conseil Départemental du Val d'Oise à hauteur de 50 % et de la commune de Jouy-le-Moutier à hauteur de 50 %	mai-10	mai-34	565 000	254 579
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt CDC : acquisition maison de Limay	Garantie Société Générale à hauteur de 100%	juin-11	juin-35	400 800	201 214
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt CDC : travaux maison de Limay	Garantie Société Générale à hauteur de 100%	juin-11	juin-25	224 000	0
AE du Montargois	Garantie emprunt CDC : construction accueil de jour de Montargis	Garantie du Conseil Départemental du Loiret à hauteur de 50 % et de la commune de Montargis à hauteur de 50 %	oct.-11	oct.-35	1 670 331	819 573
AE de l'Orléanais	Garantie emprunt CDC : construction maison de Saint-Ay	Garantie du Conseil Départemental du Loiret à hauteur de 50 % et de la commune de Saint-Ay à hauteur de 50 %	mai-12	mai-36	1 450 592	755 983
AE des Hauts de Seine	Garantie emprunt CDC : réhabilitation maison de Chatenay-Malabry	Garantie du Conseil Départemental des Hauts de Seine à hauteur de 100 %	juin-12	juin-36	190 000	97 400
AE de Loire Atlantique	Garantie emprunt LCL : acquisition bureaux de Carquefou	Garantie du Conseil Départemental de Loire Atlantique à hauteur de 50 % et de la commune de Carquefou à hauteur de 50 %	nov.-12	nov.-37	794 000	381 120
AE de l'Orléanais	Garantie emprunt CDC : acquisition maison d'Orléans	Garantie du Conseil Départemental du Loiret à hauteur de 50 % et de la commune d'Orléans à hauteur de 50 %	nov.-12	nov.-36	1 024 939	517 148
AE en Sénonais	Garantie emprunt CDC : acquisition et travaux maison de Sens	Garantie du Conseil Départemental de l'Yonne à hauteur de 50 % et de la commune de Sens à hauteur de 50 %	nov.-12	août-42	1 245 946	709 837
AE des Hauts de Seine	Garantie emprunt CDC : réhabilitation accueil de jour à Chatenay-Malabry	Garantie du Conseil Départemental des Hauts de Seine à hauteur de 50 % et de la commune de Chatenay-Malabry à hauteur de 50 %	juin-13	juin-37	220 000	120 563
AE Val d'Oise Ville Nouvelle	Garantie emprunt CDC : mise aux normes accueil de jour de Pontoise	Garantie Société Générale à hauteur de 100%	juin-13	juin-22	203 000	0
AE des Hauts de Seine	Garantie emprunt CDC : réhabilitation Relais-studentes à Chatenay-Malabry	Garantie du Conseil Départemental des Hauts de Seine à hauteur de 50 % et de la commune de Chatenay-Malabry à hauteur de 50 %	févr.-14	févr.-38	230 000	135 071
AE de l'Orléanais	Garantie emprunt Crédit Coopératif : acquisition accueil de jour d'Orléans	Garantie du Conseil Départemental du Loiret à hauteur de 50 % et de la commune d'Orléans à hauteur de 50 %	juin-14	juin-39	654 800	438 251
AE de Loire Atlantique	Garantie emprunt CDC : acquisition maison de Sainte-Luce-sur-Loire	Garantie du Conseil Départemental de Loire Atlantique à hauteur de 50 % et de la commune de Sainte-Luce-sur-Loire à hauteur de 50 %	août-15	août-39	721 977	404 307
AE de Loire Atlantique	Garantie emprunt CDC : acquisition maison de Nantes	Garantie du Conseil Départemental de Loire Atlantique à hauteur de 50 % et de la commune de Nantes à hauteur de 50 %	sept.-15	sept.-39	787 877	441 211
AE de Maurienne	Garantie emprunt CDC : construction maison d'Aiguebelle	Garantie du Conseil Départemental de la Savoie à hauteur de 50 % et caution bancaire du Crédit Coopératif à hauteur de 50 %	mars-17	déc.-41	718 909	460 102
AE de Maurienne	Garantie emprunt BNP PARIBAS : construction maisons Saint Jean de Maurienne	Garantie du Conseil Départemental de la Savoie à hauteur de 50 % et Garantie de la commune de Saint Jean de Maurienne de 50%.	févr.-22	janv.-44	5 900 000	5 381 931
AE Ile-et-Vilaine	Garantie emprunt Crédit Mutuel	Garantie du Conseil Départemental d'Ile-et-Vilaine à hauteur de 100 %	avr.-24	janv.-39	630 000	420 664
AE Ile-et-Vilaine	Garantie emprunt Crédit Mutuel	Garantie du Conseil Départemental d'Ile-et-Vilaine à hauteur de 100 %	avr.-24	janv.-39	630 000	488 435
AE Bièvres	Garantie emprunt SG : Acquisition maisons et travaux	Garantie du Conseil Départemental de l'Essonne à hauteur de 100 %	déc.-24	nov.-47	4 788 337	4 788 337
AE Etampes	Garantie emprunt SG : Acquisition maisons et travaux	Garantie du Conseil Départemental de l'Essonne à hauteur de 100 %	déc.-24	nov.-47	1 011 663	980 748
					27 619 632	18 864 822

#### 10.1.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés

La Fondation provisionne ses engagements retraite.

#### 10.2 Engagements pris en matière de crédit-bail

Néant